

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 17/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ORTEC INDUSTRIE**

550 rue Pierre Berthier - ZI Les Milles - Parc de Pichaury  
BP 348000  
13100 Aix-En-Provence

Références : XR-D-2025-0713  
SPR/2025/945  
Code AIOT : 0006401732

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2025 dans l'établissement ORTEC INDUSTRIE implanté ZONE INDUSTRIELLE VAIN 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 23/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération de contrôle menée en septembre 2025 sur l'ensemble de la région Provence-Alpes Côte d'Azur par l'Inspection des Installations Classées et concerne la gestion du risque légionelle associé à l'exploitation des tours aéroréfrigérantes. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect de certaines prescriptions réglementaires applicables à ce type d'installations et de rappeler aux industriels les enjeux sanitaires liés à leur exploitation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORTEC INDUSTRIE

- ZONE INDUSTRIELLE VAIN 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006401732
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site ORTEC INDUSTRIE, exploité sous le nom VALORTEC BERRE, est localisé sur la commune de Berre-l'Étang au niveau de la zone industrielle de Vaïne.

Il s'agit d'un site précédemment exploité par la société ECO RECYCLING SYSTEMS pour lequel le changement d'exploitant a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire (APC n°122-2019 PC du 10 mai 2019).

Les installations autorisées sont décrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mai 2002:

- traitement des boues,
- traitement des terres polluées,
- régénération des hydrocarbures et solvants récupérés,
- stockage de « produits sortants » inflammables,
- installations annexes.

Les activités du site relèvent du champ d'application de l'arrêté du 17 décembre 2019 pour la rubrique principale suivante au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- 3510 : traitement de déchets dangereux (Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes), hors installations de lagunage.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 8
- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I art.3.7 I.3.e)	Demande d'action corrective	1 mois
5	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I art.3.7. II.1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I art.3.7. II.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Informations générales du site	Autre du 17/07/2025	Sans objet
2	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I art.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I art.3.7 I .1. a)	Sans objet
7	Produits Chimiques	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En 2021, l'exploitant a porté à la connaissance des services de l'inspection une modification de son installation impliquant la mise en service d'une tour aéroréfrigérante d'une puissance de 360 kW. L'équipement est en service depuis 2023. Une actualisation de la situation administrative de l'établissement sera réalisée par les services de l'inspection début 2026. L'activité relève de la rubrique 2921-1b sous le régime de la déclaration.

La gestion du risque de légionelles est correctement prise en compte par l'exploitant. L'exploitant dispose d'un schéma, d'une analyse méthodique des risques à jour élaboré avec Véolia, d'un plan de maintenance, d'un plan de surveillance, d'un carnet de suivi de l'équipement, et de procédures de traitement en cas de présence de légionelles. Un dépassement ponctuel supérieur à 1 000 UFC/l a été constaté en 2023. La procédure d'action corrective 20210914NCAG2 doit être actualisée avec les éléments de la note DGPR du 10/12/2015 puis transmise à l'Inspection. L'outil GIDAF doit être complété avec les résultats et les rapports d'analyse après chaque campagne, et ce depuis la mise en service de l'équipement. Des actions correctives sont attendues de la part de l'exploitant sous un délai d'un mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Informations générales du site

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 17/07/2025
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Informations générales de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Vérifier la situation administrative de l'installation qui relève de la rubrique 2921.
<b>Constats :</b>  En 2021, l'exploitant a transmis aux services de l'inspection un PAC qui détaille les modifications de ses installations (BVE/VALORTEC Berre / 10685301/ ind.0 du 23 juin 2021) avec en particulier la mise en service d'une tour aéroréfrigérante (TAR) pour les besoins d'un surconcentrateur. Les caractéristiques de cette tour sont : MITA / PHS 101240 / 2021-00177 / puissance : 360 KW. Cette nouvelle activité relève de la rubrique 2921.1b à déclaration, cela nécessite une actualisation de la situation administrative de l'établissement de la part des services de l'Inspection prévue d'ici début 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Implantation, aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I art.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Règles d'implantation
<b>Prescription contrôlée :</b>  a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air ni au droit d'ouvrants. Les points de rejets sont aménagés de façon à éviter l'aspiration de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures ; b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé. Objet du contrôle : implantation des rejets d'air.
<b>Constats :</b>  L'installation est implantée à plus de 8 mètres de tout local occupé. La zone est balisée et signalée. Un affichage impose le port de masque pour pénétrer dans la zone ; Les coordonnées Lambert 93 de l'équipement sont les suivants : X : 877415.01 ; Y : 6268160.88.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Prévention des accidents et pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I art.3.7 I .1. a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses Méthodiques des Risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...] L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;</li><li>- les points critiques liés à la conception de l'installation ;</li><li>- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;</li><li>- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, [...].</li></ul> Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.[...] Sur la base de l'AMR sont définis : <ul style="list-style-type: none"><li>- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;</li><li>- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;</li><li>- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.</li></ul>

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'Inspection la dernière révision périodique de l'analyse méthodique des risques de l'installation réalisée en 2024 (ref : AMR VALORTEC - N° OF234881-GES version 1 de mars 2024). Ce document contient :

- Le schéma de principe de l'installation à jour ;
- La stratégie de traitement en vigueur (réf : 20210914 NCAG1 du 14/09/2021) ;
- La procédure de désinfection de la tour en fonction des résultats de dénombrement des légionelles (réf : 20210914NCAG2 du 14/09/2021) ;
- L'identification des points critiques de l'installation ;
- Le plan d'actions correctives associé aux 6 points de criticité les plus élevées (1 et 2) : 1 point critique est lié à la conception (réf : C5 - bras morts du réseau d'appoint ) ; 1 point critique est lié à la maintenance de l'installation (réf : M14 - inspection du pare-gouttelettes) ; 4 points critiques sont liés aux conditions d'exploitation (EXP 6 -schéma de l'installation ; EX9 et EXP10 - procédures de gestion des bras morts ; EXP 11 - plan de maintenance).
  - Les bras morts du réseau d'eau d'appoint (ref C5) ne peuvent pas être supprimés en raison de l'implantation des réseaux. Le réseau d'eau d'appoint est purgé chaque semaine. Cette opération est formalisée dans la procédure de gestion et prévention des bras morts (transmise le 03/10/2025) et tracée dans le carnet de suivi.
  - Le pare-gouttelettes (réf : M14) est inspecté chaque année. L'exploitant a transmis par mail le 03/10/2025 le rapport de contrôle 2025.
- Un plan de maintenance ;
- Un programme de surveillance.

Par échantillonnage, l'Inspection a consulté le rapport de contrôle annuel 2024 réalisé sur le réseau d'eau d'appoint ainsi que le rapport de contrôle bimestriel (janvier 2025) réalisé sur le réseau de circulation. Dans les deux cas, la concentration en légionelles est inférieure à 100 UFC/l.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Prévention des accidents et pollutions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I art.3.7 I.3.e)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats à l'IIC
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
<b>Constats :</b>  L'exploitant conserve les rapports de contrôle depuis la mise en service de l'équipement. L'outil GIDAF n'étant pas paramétré à la date de l'inspection, les résultats n'ont pas été reportés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant reporte dans l'outil GIDAF, paramétré suite à l'inspection, les résultats d'analyse depuis la mise en service de l'installation et téléverse les rapports associés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Prévention des accidents et pollutions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I art.3.7. II.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (10 <sup>5</sup> UFC/L)
<b>Prescription contrôlée :</b>  a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aéroréfrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau". [...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité [...], et met en œuvre des actions curatives [...]. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ; b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ; c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ; d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, [...]

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, [...]. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. [...]
<b>Constats :</b>  Aucun dépassement supérieur à 100 000 UFC/l n'a été constaté depuis la mise en service de l'équipement en 2023. Une procédure détaillant les actions correctives à appliquer en fonction des résultats de dénombrement des légionelles est en place (réf : 20210914NCAG2 du 14/09/2021).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'Inspection la procédure mise à jour avec les éléments de la fiche technique DGPR du 10/12/2015.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Prévention des accidents et pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I art.3.7. II.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (10 <sup>3</sup> UFC/L)
<b>Prescription contrôlée :</b>  a) <u>Cas de dépassement ponctuel :</u> [...], l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila [...]. b) <u>Cas de dépassements multiples consécutifs :</u> Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles [...] Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...], précisant la date des dérives et les concentrations en Legionella pneumophila correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives[...] met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive. La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L. Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L.[...]



<b>Constats :</b>
Un dépassement ponctuel (1 800 UFC/l) de Légionelles a été constaté en septembre 2023. L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives définies dans la procédure 20210914NCAG2 du 14/09/2021. Le dépassement et les actions correctives sont tracées dans le carnet de suivi. Un défaut de fonctionnement de la pompe d'injection du biocide est à l'origine de ce dépassement ponctuel. Depuis l'événement, l'exploitant réalise un contrôle visuel hebdomadaire du fonctionnement de cette pompe. L'exploitant ajoutera ce contrôle au plan de maintenance.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'Inspection la procédure 20210914NCAG2 mise à jour avec les éléments de la fiche technique DGPR du 10/12/2015.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Produits Chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits Chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes rédigées en français : a) L'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ; [....] d) Les utilisations autorisées du produit biocide ;e) Les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques ; [....] h) Des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage ; [....] l) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ; [....] Les indications requises aux points a, b, d et, le cas échéant, g et m, doivent figurer sur l'étiquette du produit. Les indications requises aux points c, e, f, h, i, j, k, l et n peuvent figurer sur un autre endroit de l'emballage ou faire l'objet d'une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.
<b>Constats :</b>
La stratégie de traitement prévoit la mise en œuvre du biocide Spectrus TD1100E et de l'anti-tartre Gengard GN8070. Les contenants de ces produits sont étiquetés et stockés sur bacs de rétention dédiés. L'exploitant a transmis le 03/10/2025 à l'Inspection les fiches de données sécurité des produits mis en œuvre ainsi que l'attestation de compatibilité des produits.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## PRODUITS CHIMIQUES UTILISES



## EQUIPEMENT

